

LA DANSE HIP-HOP COINCÉE DANS UN GHETTO INSTITUTIONNEL ?

Publié le 25 juin 2015



Parce que la culture hip-hop trouve son origine dans des milieux défavorisés américains sur fond de tensions sociales, raciales et politiques, la danse hip-hop peine encore aujourd'hui à se démarquer de cette étiquette de «culture du ghetto». En France, elle d'ailleurs encore et toujours associée aux cités de banlieue.

Mais qu'en est-il aujourd'hui, plus de 40 ans après son apparition ? Le hip-hop, et plus précisément le breakdance, est-il l'apanage des populations défavorisées ?

Le Dr Benoît Quittelier, danseur hip-hop depuis plus de 15 ans et géographe au sein du [Laboratoire de géographie humaine](#) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) est loin d'être de cet avis.

«L'image ghetto associée à la danse hip-hop n'a plus lieu d'être, il me suffit de regarder les lieux où je pratique le breakdance pour dresser ce constat», explique Benoît Quittelier.

Et s'il partait de ce constat pour déterminer le [sujet de l'une de ses recherches](#) ...

«Lorsque j'ai terminé l'université, j'étais tenté par la recherche mais à une seule condition : avoir un sujet qui m'intéressait vraiment, pas un sujet déterminé par quelqu'un d'autre. J'ai donc décidé de vérifier scientifiquement ce postulat».

Où se pratique le breakdance à Bruxelles ?

Le géographe décide donc de recenser et cartographier les hauts lieux du breakdance bruxellois. Une méthodologie qui fait sens tant le lien entre les lieux et la dimension sociale est ténue.

« L'espace est socialement construit, il donne du sens aux actions. Le lieu où prend place une expérience a une influence profonde sur la signification sociologique de l'expérience elle-même ainsi que sur la manière dont elle est vécue par ceux qui en sont partie prenante ».

Plus précisément, cette étude s'est intéressée à l'ensemble des lieux de création artistique. C'est-à-dire les lieux officiels tels que les théâtres et les salles de danse mais aussi les lieux alternatifs comme les clubs, les squats et les friches urbaines.

«C'était nécessaire pour que cette étude soit une bonne photographie de la situation actuelle, le breakdance ne disposant pas toujours de lieux classiques pour se pratiquer».

À la rencontre des breakeurs

Pas question de se plonger dans les statistiques concernant la pratique de cette danse. Et pour cause... elles n'existent pas !

Benoît Quittelier est donc parti à la rencontre des breakeurs.

«La plupart des personnes que j'ai rencontrées étaient des acteurs bien établis de la scène bruxelloise jouissant d'une certaine ancienneté et d'une capacité de recul vis-à-vis de leur discipline et de son évolution. Parallèlement, j'ai gardé un œil sur les nouveaux médias liés à internet – Facebook, agendas en ligne, etc. – qui fournissent également des informations intéressantes sur les activités liées au breakdance. Cette discipline restant peu structurée, les réseaux sociaux leur sont particulièrement utiles», poursuit le chercheur.

Direction le centre-ville et Saint-Gilles

« Mes recherches m'ont permis de confirmer ce que je pensais : le breakdance se pratique dans les mêmes zones de Bruxelles que les autres genres artistiques ».

 Lieux de pratique du hip-hop à Bruxelles

Ainsi, les communes les plus fréquentées et utilisées par les breakeurs sont:

1. Bruxelles-ville
2. Saint-Gilles
3. Ixelles

Autres zones fréquentées mais dans une moindre mesure :

1. Flagey
2. Les campus universitaires
3. Auderghem

Le constat est clair : les quartiers populaires comme Cureghem, le bas de Saint-Josse et le vieux Molenbeek sont absents. De même que les quartiers huppés comme le quartier Léopold et

l'Avenue Louise.
Pourquoi cette localisation ?

«Les zones occupées sont des zones de brassages où classes populaires, moyennes et aisées se croisent. Ils offrent donc une visibilité potentielle la plus large et la plus diversifiée. Par ailleurs, elles concentrent un nombre important de lieux susceptibles d'accueillir une culture alternative comme le hip-hop».

Les breakers victimes de leur mauvaise presse

Reste que les espaces disponibles aux breakers tendent à se réduire. En effet, parmi les lieux répertoriés dans le cadre de cette étude, plusieurs ne sont actuellement plus utilisés faute d'autorisation.

En cause ?

La méconnaissance et la relative mauvaise image de la culture hip-hop dans l'imaginaire collectif.

« La culture hip-hop reste, chez la majorité des gens, associée aux classes populaires défavorisées souvent issues de l'immigration, voir même parfois à une forme de délinquance. Ce qui génère leur éviction de lieux publics où ils sont jugés inopportuns. Cela a notamment été le cas dans la galerie Stockel et la galerie Louise ou encore à la gare du midi », explique Benoît Quittelier.

Des mises au ban qui semblent se prolonger jusque dans les institutions culturelles.

« Le réseau culturel bruxellois n'est pas très ouvert aux pratiques associées au breakdance. Pendant mon étude, seules 7 manifestations ont été accueillies au sein de lieux culturels institutionnels bruxellois. Le breakdance est bien sorti du ghetto spatial mais une sorte de ghetto institutionnel l'empêche de s'épanouir pleinement. Il suffit de s'arrêter sur les chiffres : le hip-hop, en termes de subventions en Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est 535 000 euros par an toutes structures confondues contre 25 millions d'euros pour le théâtre à Bruxelles».

C'est pour réussir à s'exprimer malgré le nombre très réduit de lieux mis à leur disposition que les breakers doivent s'approprier l'espace public et se mettre de cette manière dans l'illégalité.